

100 milliards pour l'armée, 43,8 milliards de sacrifices pour les salariés : disons STOP !

Nous appelons à la grève pour la journée du 10.

La CGT et SUD vous invitent à une Assemblée Générale dans la Ruche le 10 septembre à partir de 11h00.

Ce sera l'occasion d'échanger sur nos revendications communes et de les porter collectivement.

Le gouvernement Macron/Bayrou a fait son choix :

- 100 milliards d'euros pour l'armée d'ici 2030, au profit des industriels de l'armement.
- 43,8 milliards d'économies sur le dos des salariés, des retraités et des services publics dès 2026.
- Plus de 200 milliards d'aides publiques aux entreprises chaque année, sans contrepartie (source : rapport sénatorial voté à l'unanimité).
- Plus de 100 milliards de dividendes versés par le CAC 40 aux actionnaires en 2025, alors que les salaires stagnent et que les budgets sociaux fondent.



Pour les salariés de l'automobile, cela signifie :

- Baisse du pouvoir d'achat : franchises médicales doublées, remboursements santé réduits, gel des salaires et des retraites.
- Pression accrue au travail : suppression de jours fériés, monétisation des congés, réformes du chômage et du droit du travail toujours plus défavorables.
- Démantèlement des services publics : 3 000 suppressions de postes, non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois, moins de moyens pour la formation, la santé au travail, les transports.

Face à cette attaque sans précédent, exigeons l'abandon pur et simple de ce budget et portons d'autres priorités

Justice fiscale maintenant !

- Taxation immédiate des patrimoines, des dividendes et des rachats d'actions.
- Remise à plat des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises, avec des contreparties strictes en termes d'emploi, de salaires et d'investissement.
- Rétablissement de l'ISF (Impôt Sur la Fortune) et vraie progressivité de l'impôt sur le revenu : que chacun contribue selon ses moyens.

Justice sociale : retraite à 60 ans et Sécurité sociale renforcée

- Abrogation de la réforme des retraites, pour gagner le droit à la retraite à 60 ans.
- Rétablissement de la Sécurité sociale dans ses droits, selon les principes du Conseil national de la Résistance : protection universelle, financée par les cotisations sociales, pas par l'impôt ou la dette.
- Financer nos services publics et la transition écologique.

L'argent existe : il est dans les profits des actionnaires et les cadeaux fiscaux aux entreprises.

- Investir massivement dans les hôpitaux, les écoles, les universités, les infrastructures et la culture – des services essentiels pour tous, y compris pour les salariés de l'industrie.
- Augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux.
- Revalorisation immédiate des grilles salariales, fin des écarts femmes/hommes.
- Mesures d'urgence contre la vie chère.
- Indexation des salaires et des pensions sur l'augmentation réelle des prix. Arrêt des licenciements et relance industrielle.
- Moratoire sur les plans sociaux dans l'automobile et l'industrie.
- Organisation d'assises de l'industrie pour définir un plan de transformation écologique et sociale, avec les salariés et leurs représentants.



Pourquoi ces priorités ?

- **Parce que l'argent est là** : il est détourné vers les grands actionnaires, les exonérations fiscales et les dépenses militaires.
- **Parce que notre travail crée la richesse** : sans nous, pas de voitures, pas d'innovation, pas de compétitivité. Parce que la transition écologique ne se fera pas sans justice sociale – les deux sont indissociables.
- **Notre secteur a les moyens de son ambition** : Les constructeurs et équipementiers réalisent des profits records, ils doivent contribuer à la solidarité nationale. La filière automobile a besoin de stabilité et d'investissement, pas d'austérité et de précarité.
- **Notre expertise est irremplaçable** : utilisons-la pour peser dans le rapport de force.

Quels que soient les résultats du vote de confiance prévu le 8 septembre, il est essentiel de maintenir notre mobilisation. Les événements politiques récents rappellent l'importance de défendre nos valeurs démocratiques et nos intérêts professionnels.

Les syndicats CGT et SUD appellent à une journée de grève ce 10 septembre. Vous pouvez vous déclarer pour 1h00 ½ journée ou 1 journée selon votre convenance, votre engagement dans les mouvements de la journée.

Nous pouvons également confirmer que des appels à la grève des fédérations CGT ou SUD couvrent les salariés prestataires de la SYNTEC, de la Métallurgie ou d'autres métiers. Une grève peut se faire également sans appel syndical : il faut être au moins 2 salariés d'une entreprise et indiquer à l'employeur les revendications professionnelles de la grève (ici, par exemple, ne pas avoir à travailler 2 jours fériés gratuitement !).

Notre force, c'est notre unité.

Le 10 n'est qu'une étape pour un autre projet de société :
juste, solidaire et ambitieux.

Soyons nombreux !